

MAISON DE LA CHIMIE – PARIS 7^e



RÉAGISSEZ
"EN DIRECT"

#RencontresÉnergie2024



24^{es} Rencontres de L'ÉNERGIE

Mercredi 6 mars 2024

Présidées par
**Marie-Noëlle
Battistel**
Députée de l'Isère

**Maud
Bregeon**
Députée des Hauts-de-Seine

**Raphaël
Schellenberger**
Député du Haut-Rhin

Organisées par

M&M CONSEIL

Avec le soutien de

a.n.o.d.e
association nationale des coordinateurs délégués en énergie

arverne
GROUP

coénove
Energies nouvelles – Gaz – Mix pluriel

edf **enedis**

ENGIE

FABELSI

GRTgaz

orano

24^{es} Rencontres de l'Énergie

UN ÉVÉNEMENT ANIMÉ PAR THIERRY GUERRIER

9 heures

TABLE-RONDE

COMMENT RELEVER LE DÉFI DE LA SOUVERAINETÉ ÉNERGÉTIQUE ?

Présidée par

Raphaël Schellenberger, député du Haut-Rhin

Avec la participation de

Guillaume Gillet, directeur Affaires Publiques du groupe Engie

Sandrine Meunier, directrice générale, GRTgaz

Jacques Peythieu, directeur clients et stratégie, Orano

ÉCHANGES AVEC LA SALLE

10 heures

TABLE RONDE

PRIX DE L'ÉNERGIE : QUELLES SOLUTIONS POUR PROTÉGER
LES FRANÇAIS, NOS ENTREPRISES ET NOS COLLECTIVITÉS ?

Présidée par

Maud Bregeon, députée des Hauts-de-Seine

Avec la participation de

Fabien Choné, président de Fabelsi

Naïma Idir, présidente de l'Association nationale des opérateurs détaillants en énergie (Anode)

Emmanuel Lacresse, député de Meurthe-et-Moselle

Erwan Tanguy, directeur Économie des Offres et Régulation, EDF

Marie-Amandine Stévenin, présidente de l'UFC-Que Choisir

ÉCHANGES AVEC LA SALLE

11h10

DÉBAT

BIOMASSE : COMMENT RÉSOUDRE LE CASSE-TÊTE DE LA CONCURRENCE DES USAGES ?

Jean-Charles Colas-Roy, président de Coénove

Joseph Hajjar, directeur de programme Climat, Secrétariat général à la planification écologique

11h30

TABLE RONDE

QUELS FREINS LEVER POUR RÉUSSIR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DANS LES TERRITOIRES ?

Présidée par

Marie-Noëlle Battistel, députée de l'Isère

Avec la participation de

Pascale Boyer, députée des Hautes-Alpes

Pierre Brossollet, *chief executive officer* et fondateur, Arverne Group

Hermine Durand, sous-directrice du système électrique et des énergies renouvelables, Direction générale de l'énergie et du climat (DGEC)

Pierre Guelman, directeur des affaires publiques, Enedis

Philippe Quirion, économiste, directeur de recherche CNRS et chercheur au Centre International de Recherche sur l'Environnement et le Développement (CIRED)

ÉCHANGES AVEC LA SALLE

12h45

DÉJEUNER DÉBAT (SUR INVITATION)

autour de **Marc-Antoine Eyl-Mazzega**, directeur du Centre Énergie et Climat à l'Institut français des relations internationales (Ifri)



Marie-Noëlle Battistel

Marie-Noëlle Battistel est née le 20 août 1956 à Grenoble. Maire de la Salle-en-Beaumont de 1997 à 2017, elle fut également Présidente d'une intercommunalité. À partir de 2010, elle est élue Conseillère régionale et occupera son poste jusqu'en 2023, date à laquelle elle choisit exclusivement de se consacrer à ses mandats de Députée et de Conseillère Municipale. Suppléante de Didier Migaud, elle devient députée en 2010, elle sera élue en 2012 et réélue en 2017 et 2022. Dans le cadre des XVème et XVIème législatures elle est Vice-présidente de la Délégation aux droits des femmes et Vice-présidente de la Commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale, fonction qu'elle occupe encore actuellement. Parmi ses activités parlementaires, elle est prioritairement engagée sur les questions d'énergies et d'écologie et de l'égalité femme-homme. À cette occasion, Marie-Noëlle Battistel mène un combat contre l'ouverture à la concurrence des concessions hydroélectriques et plus récemment, pour la nationalisation d'EDF, un instrument essentiel de notre souveraineté énergétique. Issue d'un territoire de montagne et en tant qu'ancienne Présidente de l'ANEM, elle se préoccupe également des problématiques qui touchent ces territoires et notamment en termes de transition écologique et économique en ce qui concerne la nécessaire transformation des activités économiques et agricoles de ces territoires. S'agissant des enjeux de mobilité, ses différents mandats locaux et nationaux permettent à Marie-Noëlle Battistel d'avoir une vision d'ensemble de la mise en œuvre de cette compétence grâce à son expérience d'élue locale issue d'un territoire montagneux.



Maud Bregeon

Après avoir suivi des études d'ingénieur à Polytech' Nantes, Maud Bregeon travaille chez EDF dans le domaine du nucléaire, notamment au sein de la gestion de crise sur les centrales. Elle s'engage en politique aux côtés d'Emmanuel Macron dès 2016 et devient ensuite porte-parole du mouvement présidentiel. Elle est élue députée des Hauts-de-Seine en juin 2022 et devient porte-parole du groupe Renaissance à l'Assemblée nationale. Elle s'engage particulièrement sur les sujets liés à l'énergie et est ainsi désignée rapporteure de deux projets de loi durant sa première année de mandat, pour le volet énergie de la loi portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat puis quelques mois plus tard pour le projet de loi relatif à l'accélération des procédures liées à la construction de nouvelles installations nucléaires.



Raphaël Schellenberger

Raphaël Schellenberger est né le 14 février 1990 à Mulhouse (Haut-Rhin). Membre du parti Les Républicains depuis sa majorité en 2008, il rejoint la direction nationale du parti en 2019, en qualité de secrétaire général adjoint. À 24 ans, il remporte les élections municipales dans sa commune natale de Wattwiller et devient le plus jeune maire d'Alsace. En 2017, il est élu député de la 4e circonscription du Haut-Rhin. Il porte la voix de l'Alsace à Paris et défend une proposition de loi tendant à ce que les électeurs d'une région supprimée en 2015 puissent en obtenir le rétablissement par référendum. Il est opposé à la fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim annoncée par le Gouvernement et s'engage dans le projet de reconversion économique du territoire de Fessenheim, pressant le gouvernement à s'impliquer davantage en faveur de l'Alsace. À l'Assemblée nationale, il siège en Commission des Lois constitutionnelles et travaille notamment sur les sujets ayant trait à la sécurité, aux libertés publiques, au droit constitutionnel, au droit des collectivités territoriales ou encore à la Justice. Il travaille également sur les sujets industriels et environnementaux. En mars 2019, il est nommé membre de l'Assemblée parlementaire franco-allemande chargée de veiller à l'application des traités de l'Élysée et d'Aix-la-Chapelle et de suivre toutes questions intéressant les relations franco-allemandes. Réélu député en 2022, il préside la même année la Commission d'enquête *sur les raisons de la perte de souveraineté et d'indépendance énergétique de la France*. Cette Commission d'enquête a auditionné, durant plus de 150 heures, des dizaines d'experts, scientifiques, hauts-fonctionnaires, ministres et anciens Présidents de la République. Plusieurs recommandations sont formulées dans le rapport pour restructurer une filière énergétique industrielle d'avenir, mettre en place un mix énergétique diversifié, décarboné et pilotable ou encore relancer des programmes de Recherche et donner les moyens à l'innovation et aux nouvelles technologies.

Animation des débats



Thierry Guerrier

Journaliste de télévision et de radio, Thierry Guerrier commence sa carrière en 1981 sur France Inter, avant de rejoindre la télévision (France 5, M6, LCI...). Remplaçant souvent des présentateurs comme Yves Calvi à la tête de "C dans l'air" ou Patrick Cohen dans "C à vous", il fut également chef du service politique à Europe 1 entre 2011 et 2012. En 2015, il anime, sur La Chaîne parlementaire, "Causes communes", une nouvelle émission qui aborde les grandes thématiques qui préoccupent les citoyens. Il se consacre désormais à l'animation d'événements institutionnels. Ses sujets de prédilection sont l'énergie, l'industrie, la santé et le numérique.



Guillaume Gillet

Guillaume Gillet débute sa carrière au ministère de la Recherche (1996-1997). Il rejoint ensuite Bruxelles, où il travaille au Parlement européen. Il entre au Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives (CEA) en 2000, en tant que chargé des affaires européennes. Il est nommé Conseiller pour les affaires « énergie/ nucléaire » à la Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne en 2006. Il assure en 2008 la Présidence des Groupes « Recherche » et « Questions nucléaires » durant la Présidence Française de l'UE. En 2009, il devient Directeur des affaires européennes et internationales à l'Autorité de sûreté nucléaire française (ASN), et sherpa du Président de l'ASN, André-Claude Lacoste. Il revient à la Représentation permanente de la France de 2012 à 2016. En septembre 2016, Guillaume Gillet est nommé Directeur des affaires européennes d'InnoEnergy, un incubateur européen de solutions innovantes bas carbone. Il met en place un « hub » de services au profit des start-ups d'InnoEnergy, et accompagne notamment le développement de Northvolt, devenu leader européen des batteries. En avril 2020, il est nommé Directeur des affaires européennes d'ENGIE et pilote l'action du Groupe auprès des institutions européennes à Bruxelles, en particulier sur les dossiers emblématiques de la taxonomie et « Fit for 55% ». En juillet 2022, Guillaume Gillet prend la tête de la nouvelle Direction des Affaires Publiques d'ENGIE. Diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble et d'un Master de Sciences Politiques, Guillaume Gillet est intervenu à plusieurs reprises à l'ENA, au Collège d'Europe à Bruges et à Sciences Po Paris sur les thèmes de l'énergie, l'innovation, l'Europe et les techniques de négociation.

TABLE RONDE 1



Sandrine Meunier

Sandrine Meunier a débuté sa carrière en 1999 à la Direction de la Recherche de Gaz de France. En 2009, elle rejoint GRDF en tant que Déléguée Exploitation Ile-de-France Ouest. En 2013, elle intègre GRTgaz au sein de la Direction Technique. En 2017, elle coordonne le projet Trans'HYtion afin d'étudier le développement de la filière hydrogène. En 2018, elle devient Directrice Adjointe de la Direction du Système d'Information de GRTgaz. En 2019, Sandrine Meunier est nommée Directrice R&D en charge du centre de recherche RICE (Research and Innovation Center for Energy) de GRTgaz. En 2021, Sandrine Meunier devient Directrice des Opérations de GRTgaz et conduit les grands chantiers lancés par la Direction des Opérations et notamment son adaptation au projet d'entreprise ayant pour objectif la transformation de GRTgaz et l'accélération dans le développement des filières gaz renouvelables et hydrogène. Sandrine Meunier a été nommée par le conseil d'administration Directrice Générale du Groupe GRTgaz pour un mandat de 4 ans, qui a débuté le 25 janvier 2024. Elle est titulaire d'un Doctorat en Chimie obtenu en 1999 à l'Université Blaise Pascal de Clermont-Ferrand.



Jacques Peythieu

Jacques Peythieu est diplômé de l'École Supérieure de Commerce de Paris (ESCP). Il a débuté sa carrière en 1989 chez Dow Chemical. En 1992, il rejoint Orano (alors COGEMA). Il a occupé plusieurs postes de Directeur Financier au sein du groupe. En 2009, il est nommé Directeur de la Stratégie et du Développement du Business Group Mines. En 2014, il est nommé Directeur Général adjoint d'Orano Chine. En 2015, il est nommé Directeur Général d'Orano Mining, membre du Comité Exécutif du Groupe Orano. En 2018, il est nommé Directeur Général d'Orano Chimie-Enrichissement, membre du Comité Exécutif du Groupe Orano. Depuis mai 2023, Jacques Peythieu est Directeur Clients & Stratégie du Groupe Orano et membre du Comité Exécutif.

TABLE RONDE 2



Fabien Choné

Aujourd'hui Président de FABELSI, société de Conseils et d'Investissements dans la transition énergétique, Fabien Choné a acquis une solide expertise du marché de l'électricité durant ses 26 années passées à des postes de responsabilités dans des entreprises et institutions du secteur. Il a d'abord exercé durant 7 ans chez EDF au sein de la Direction Recherche et Développements et de la Direction de la Stratégie notamment. Il a ensuite cofondé Direct Énergie en 2003, qui est devenu le principal fournisseur alternatif sur les marchés de masse de l'électricité et du gaz en France, rachetée par le groupe TOTAL en 2018. Il en a été le Directeur Général Délégué jusqu'en 2019, date de son départ du groupe. Fabien Choné a également créé en 2006, et présidé jusqu'en 2019, l'Association Nationale des Opérateurs Détaillants en Energie (A.N.O.D.E.). Il fut parallèlement membre du Conseil Supérieur de l'Énergie (CSE) de 2010 à 2019, Administrateur de l'Union Française de l'Électricité (UFE) de 2011 à 2019 et de l'Université Paris 2 (Panthéon – Assas) de 2012 à 2020. Il est par ailleurs membre du Comité Prospective de la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE) depuis sa création en 2017. Fabien Choné est diplômé de l'École Polytechnique et de l'École Nationale des Ponts et Chaussées.



Naïma Idir

Ingénieure agronome de formation, Naïma Idir débute sa carrière dans le conseil au sein du cabinet Eurogroup. Elle intègre la CRE (Commission de Régulation de l'Énergie) en 2004 en tant que chargée de mission des réseaux de distribution de gaz et devient directrice adjointe des infrastructures et des réseaux de gaz en 2011. Naïma Idir rejoint Eni en juin 2014 en tant que Directrice des affaires réglementaires et institutionnelles. Elle est également depuis 2017 responsable des affaires réglementaires européennes et de la coordination de l'activité réglementaire des filiales pour l'ensemble de la division *retail* du groupe Eni. Elle est élue présidente de l'Association nationale des opérateurs détaillants en énergie (ANODE) début janvier 2019.

TABLE RONDE 2



Emmanuel Lacresse

Né le 14 juillet 1971 à Laxou (Meurthe-et-Moselle), Emmanuel Lacresse a été élu Député de Meurthe-et-Moselle le 19 juin 2022. Il est inscrit au groupe Renaissance depuis 2022. Vice-président du groupe Renaissance à l'Assemblée nationale (2022/2023), puis Secrétaire (depuis 2023), Emmanuel Lacresse est Rapporteur spécial du budget de l'énergie au sein de la Commission des Finances, et Membre de la Délégation aux outre-mer (2023). Auparavant, il a été Directeur adjoint de cabinet d'Emmanuel Macron, alors ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique (2014-2016), Directeur adjoint de cabinet d'Arnaud Montebourg, alors ministre du Redressement productif puis ministre de l'Économie, du Redressement productif et du Numérique (2013-2014), Sous-directeur des assurances à la Direction générale du Trésor (2012-2013), Chef du bureau de la politique commerciale, de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et des accords commerciaux de l'Union européenne à la Direction générale du Trésor (2009-2012), Chef du bureau de l'épargne et du marché financier à la Direction générale du Trésor (2005-2009), Conseiller financier adjoint à la Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne à Bruxelles (2003-2005), Adjoint au chef du bureau de marchés des changes et des politiques économiques à la Direction du Trésor (1998-2003). Emmanuel Lacresse est diplômé de l'École nationale d'administration (ENA) Promotion Valmy (1996-1998), après avoir obtenu une Licence de droit à l'Université Paris II-Panthéon Assas). Il est également diplômé de l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris.



Erwan Tanguy

Erwan Tanguy a débuté sa carrière à EDF en 1995 dans les activités de production d'électricité puis de développement d'installations de cogénération en France et au Royaume-Uni. À l'ouverture du marché, il s'oriente vers le trading et le pilotage des prix et des marges du groupe en France, avant de rejoindre EDF Energy au Royaume-Uni entre 2006 et 2010 comme responsable crédit et recouvrement. En 2010, il rejoint les activités commerciales d'EDF en France auprès des entreprises et collectivités. Depuis 2020, Erwan Tanguy est Directeur Économie des Offres et Régulation au sein du Pôle Clients Services et Territoires.



Marie-Amandine Stévenin

Marie-Amandine Stévenin est présidente de l'UFC-Que Choisir depuis le 10 juin 2023. Elle en était auparavant vice-présidente depuis juin 2022. Avocate au Barreau de Paris de 2012 à 2016, elle exerce ensuite au Barreau de Bordeaux. En 2011, Marie-Amandine Stévenin connaît sa première expérience au sein de l'UFC-Que Choisir en tant que juriste stagiaire de la section Paris Ouest de l'association. Avant cela, elle a travaillé à l'Université de Bourgogne, de 2003 à 2009, comme chargée de TD et chargée de cours magistraux. Au niveau de sa formation, Marie-Amandine Stévenin est diplômée de l'École de la défense pénale (2016). Elle a obtenu son CAPA, lauréate du prix Mario Stasi en Droit et Procédure (2012), après avoir étudié à l'IEJ, Université Paris I Panthéon-Sorbonne (2009-2010) puis à l'EFB Paris, promotion Jean-Louis Debré (2011-2012). Avant cela, elle a obtenu un DEA Droit de l'Économie, spécialité droit privé à l'Université de Bourgogne (2002).



Jean-Charles Colas-Roy

Jean-Charles Colas-Roy est ingénieur, doublement diplômé de l'Institut polytechnique de Grenoble (PHELMA 2002 puis ENSE 2003). En 2004, il co-fonde la société H3C-énergies qui accompagne ses clients dans l'optimisation de leurs consommations énergétiques. Il s'engage parallèlement en politique et il devient conseiller municipal de la commune de Saint-Martin-d'Hères en 2016. En 2017, il est élu député de la 2^{ème} circonscription de l'Isère. À l'Assemblée nationale, il siège au sein de la Commission du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire, pour laquelle il a été le rapporteur du projet de loi mettant fin à la recherche et à l'exploitation des hydrocarbures en France. Spécialiste de la transition énergétique, il occupe diverses fonctions : co-Président du groupe d'études « Énergies vertes », vice-Président du groupe d'études « Enjeux économiques de la filière industrielle énergétique », whip (Coordinateur) des députés LREM de la Commission DDAT. En 2022, dans le cadre de la campagne présidentielle d'Emmanuel Macron, il est nommé relais programmatique « transition écologique » du Président-candidat. De 2017 à 2022, Jean-Charles Colas-Roy est membre du Conseil d'Administration de l'Agence de la transition écologique (Ademe). Après en avoir été vice-président, il devient en mars 2023 président de l'association Coénove qui rassemble les acteurs majeurs de l'efficacité énergétique dans le bâtiment - énergéticiens, industriels et professionnels - tous convaincus de la pertinence d'une approche basée sur la complémentarité des énergies et la place que l'énergie gaz, de plus en plus renouvelable, doit jouer dans la stratégie énergétique de la France.



Joseph Hajjar

Ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, Joseph Hajjar est aujourd'hui Directeur de Programme Energie et Climat au Secrétariat Général à la Planification Écologique (SGPE), administration placée sous l'autorité du Premier Ministre pour coordonner l'élaboration des différentes stratégies environnementales, et veiller à leur bonne exécution. Précédemment, il a travaillé à la Direction Générale de l'Énergie et du Climat, et a notamment participé aux travaux concernant la Stratégie nationale bas-carbone (SNBC), en coordonnant l'élaboration des scénarios prospectifs énergie-climat qui servent de base aux stratégies nationales. Ses fonctions antérieures étaient également liées aux sujets énergétiques et climatiques.



Pascale Boyer

Pascale Boyer, membre de La République en marche (LREM), est députée de la 1^{re} circonscription des Hautes-Alpes depuis le 21 juin 2017. Pascale Boyer commence à s'engager politiquement en devenant collaboratrice du groupe des conseillers généraux du Parti socialiste des Hautes-Alpes de 2012 à 2016. Pascale Boyer est élue conseillère départementale divers gauche du canton de Gap-1 avec 52,32 % des voix face au binôme divers droite sortant. Elle quitte le Parti socialiste en mars 2016 avant de rejoindre En marche ! entre les deux tours de la primaire de la gauche, fin janvier. Proche de Christophe Castaner, elle obtient l'investiture La République en marche ! pour les élections législatives dans la 1^{re} circonscription des Hautes-Alpes. Elle est élue au second tour avec 57,92 % des voix contre 42,08 % pour la candidate Les Républicains. Lors des élections législatives de 2022, elle se présente de nouveau, toujours dans la 1^{re} circonscription des Hautes-Alpes. Elle est réélue au second tour face au candidat de la NUPES. Pascale Boyer est membre de la commission du Développement durable et de l'Aménagement du territoire de l'Assemblée nationale, et présidente du groupe d'études « Énergies durables et hydrogène ».



Pierre Brossollet

Fondateur et Président Directeur Général du groupe Arverne, Pierre Brossollet a une expérience de plus de 20 ans dans le secteur de l'énergie à des postes opérationnels, de management et exécutifs. Après une première partie de carrière chez TotalEnergies aux opérations et en R&D, il rejoint Maurel & Prom où il occupe des postes de management en filiales et de responsabilités métier au siège parisien. À la suite de son départ, en 2015, il fédère et rassemble un maximum de talents et d'experts afin de construire un modèle ambitieux et original de production d'énergies et ressources renouvelables du sous-sol. La naissance du groupe Arverne intervient 2 ans plus tard à Pau. Pierre Brossollet est titulaire d'un diplôme d'ingénieur de l'École Spéciale des Travaux Publics de Paris et d'un master de l'IFP School.



Hermine Durand

Hermine Durand est sous-directrice du système électrique et des énergies renouvelables au sein de la Direction générale de l'énergie et du climat. Ingénieure des mines, diplômée de l'ENS et de Sciences Po, elle a précédemment été cheffe de la division de Bordeaux de l'Autorité de sûreté nucléaire (2016-2020), cheffe du bureau des énergies renouvelables hydrauliques et marines au sein du ministère de transition énergétique (2020-2022) puis adjointe au sous-directeur, qu'elle a remplacé fin 2023.



Pierre Guelman

Directeur des Affaires publiques d'Enedis, Pierre Guelman est titulaire d'un DEA de Finances publiques et d'un DESS d'urbanisme-équipement. Il a commencé sa carrière en 1985, comme assistant de Lionel Jospin, alors député européen, avant de devenir son attaché parlementaire au ministère de l'Éducation nationale, puis son conseiller technique. En 1993, il rejoint le ministère de l'Environnement, qui lui confie l'année suivante le poste de chef du bureau de la coordination interministérielle et du partenariat social. Il retrouve, en 1997, Lionel Jospin à Matignon en qualité de conseiller parlementaire, puis intègre son équipe de campagne pour l'élection présidentielle. Recruté par EDF en 2002 en tant que chef de la mission stratégie de la branche collectivités, il a été chef de mission au projet résidentiel 2007, puis directeur de la mission concessions partenariats et communication d'EDF.



Philippe Quirion

Philippe Quirion est économiste, directeur de recherche au CNRS, affecté au Centre international de recherche sur l'environnement et le développement (CIRED). Il a publié plus de 60 articles dans des revues à comité de lecture, dans les domaines de l'économie, de l'énergie, de la santé publique et de la climatologie appliquée. Il préside également le Réseau Action Climat France, qui regroupe 27 associations nationales de lutte contre le changement climatique et constitue la branche française du Climate Action Network.



Marc-Antoine Eyl-Mazzega

Marc-Antoine Eyl-Mazzega est directeur du Centre Énergie et Climat de l'Ifri depuis 2017. Il a travaillé six ans à l'Agence internationale de l'énergie, en concentrant ses analyses sur la Russie et l'Afrique subsaharienne sur les questions de gaz et de pétrole. Il a également travaillé à la Fondation Robert Schuman, où il a animé un observatoire sur l'Ukraine. Possédant la double nationalité française et allemande, il est docteur de l'Institut d'Études Politiques (IEP) de Paris.

Avec le soutien de

a.n.o.d.e
association nationale des opérateurs détaillants en énergie

arverne
GROUP

co^{en}ove
Energies nouvelles – Gaz – Mix pluriel

 edf

enedis

 engie

FABELSI

 GRTgaz

 orano